



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
27 juin 2007
Français
Original : anglais

Assemblée générale

Soixante et unième session

Points 11, 17, 27, 44, 50, 53, 67, 85, 98, 99, 100
et 157 de l'ordre du jour

Prévention des conflits armés

La situation dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan

Conflits prolongés dans la région du groupe GUAM et leurs incidences sur la paix, la sécurité et le développement

Culture de paix

Les technologies de l'information et des communications au service du développement

Développement durable

Promotion et protection des droits de l'homme

Les progrès de l'informatique et de la télématique et la question de la sécurité internationale

Prévention du crime et justice pénale

Contrôle international des drogues

Mesures visant à éliminer le terrorisme international

Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies

Conseil de sécurité

Soixante-deuxième année

Lettre datée du 25 juin 2007, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de Moldova et de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte des documents suivants qui ont été adoptés lors du Sommet de l'Organisation du GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldova) pour la démocratie et le développement économique tenu à Bakou les 18 et 19 juin 2007 : Déclaration de Bakou (voir annexe I), Communiqué du Sommet du GUAM (voir annexe II), Communiqué



publié à l'issue de la rencontre entre le GUAM et la Pologne (voir annexe III), Déclaration commune GUAM-États-Unis d'Amérique (voir annexe IV) et Communiqué de presse commun publié à l'issue de la rencontre entre le GUAM et le Japon (voir annexe V).

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale au titre des points 11, 17, 27, 44, 50, 53, 67, 85, 98, 99, 100 et 157 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
de la République d'Azerbaïdjan
(*Signé*) Agshin **Mehdiyev**

Le Représentant permanent de la Géorgie
(*Signé*) Irakli **Alasania**

Le Représentant permanent
de la République de Moldova
(*Signé*) Alexei **Tulbure**

Le Représentant permanent de l'Ukraine
(*Signé*) Yuriy **Sergeyev**

**Annexe I à la lettre datée du 25 juin 2007
adressée au Secrétaire général par les Représentants
permanents de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de Moldova
et de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Déclaration de Bakou « Le GUAM : un trait d'union
entre les continents »**

**Deuxième réunion du Conseil des chefs d'État
Bakou, 19 juin 2007**

Le Conseil des chefs des pays Membres de l'Organisation du GUAM pour la démocratie et le développement économique,

Guidé par la Charte de l'Organisation du GUAM pour la démocratie et le développement économique (désignée ci-après par l'acronyme GUAM), ainsi que par les normes et principes du droit international,

Sachant que les États membres du GUAM sont unis depuis 10 ans dans la volonté de faire face conjointement aux risques et menaces communs qui planent sur la paix, la sécurité et la stabilité,

Constatant avec satisfaction que, durant cette période, le GUAM est parvenu à définir une vision d'ensemble pour ses objectifs stratégiques, à élargir le champ de la coopération dans les domaines de l'économie, de la culture, de la vie parlementaire et de l'action humanitaire et à s'affirmer sur la scène internationale comme une organisation régionale à part entière,

Notant que les bases solides d'une coopération fondée sur une communauté d'intérêts et les principes de l'égalité des droits, du respect et de l'assistance réciproques ont permis au GUAM de s'intégrer dans la vie internationale et de créer des conditions favorables pour développer son rôle transrégional en tant que structure internationale qui rapproche les continents,

Se félicitant de la large participation internationale au plus haut niveau obtenue au Sommet de Bakou et voyant là une marque du soutien croissant apporté au GUAM et un signe prometteur pour sa coopération avec les pays partenaires et d'autres organisations internationales,

Soulignant qu'une telle coopération a pour but d'assurer la stabilité démocratique et le développement dynamique des États membres du GUAM dans tous les domaines et qu'elle joue un rôle extrêmement positif dans le processus de leur intégration aux niveaux mondial et régional,

Attachant une grande valeur au patrimoine spirituel et culturel des peuples des pays membres du GUAM et se déclarant prêt à œuvrer en faveur de la promotion des valeurs de diversité culturelle et ethnique et à fortifier l'esprit de tolérance,

Se déclarant profondément préoccupé par les crises persistantes et les menaces croissantes que font peser sur la sécurité le terrorisme international, le séparatisme agressif, l'extrémisme et les autres phénomènes criminels dangereux de nature similaire et appelant à cet égard l'attention de la communauté internationale sur la

complexité, la gravité et l'ampleur des problèmes auxquels les États membres du GUAM se trouvent confrontés,

1. *Réaffirme* sa ferme volonté d'élargir la coopération en vue de promouvoir les valeurs démocratiques, la primauté du droit et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de parvenir à un développement social et économique durable et d'assurer la sécurité et la stabilité dans la région du GUAM;

2. *Déclare* qu'il entend œuvrer sans relâche pour renforcer le rayonnement et la position du GUAM au niveau de la région en consolidant les intérêts communs et en approfondissant la coopération sectorielle et estime qu'il est nécessaire d'exploiter pleinement le potentiel des États membres dans le domaine économique et social et dans les domaines des transports, de l'énergie, des sciences et des techniques, de l'action humanitaire, du droit et du maintien de l'ordre en vue de créer un espace commun d'intégration et de sécurité dans la région du GUAM (à ce propos, une stratégie est adoptée pour développer la coopération sectorielle);

3. *Se félicite* de l'intérêt croissant que d'autres États et organisations internationales manifestent pour l'organisation d'un partenariat et l'approfondissement de la coopération mutuellement avantageuse avec le GUAM et demande que soient prises des mesures actives pour développer les activités du GUAM dans les contextes paneuropéen, transatlantique, transcasprien, asiatique et dans celui de la mer Noire;

4. *Souligne* que les États membres du GUAM ont une situation géographique qui leur confère une importance stratégique car leurs territoires forment un couloir naturel entre l'Europe et l'Asie; en vue de développer systématiquement ce couloir, demande que soient intensifiés les efforts pour exploiter le potentiel du GUAM dans le domaine du transit, obtenir un appui de la communauté internationale et attirer des investissements étrangers et note, dans ce contexte, qu'il importe d'harmoniser les législations, d'éliminer les obstacles qui entravent les relations économiques et commerciales, de développer les infrastructures, d'approfondir la coopération pour faire en sorte que les couloirs de transport soient sûrs et efficaces, de lutter conjointement contre le terrorisme, la criminalité organisée, le trafic de stupéfiants et d'autres phénomènes criminels dangereux;

5. *Exprime son intention* de jouer un rôle actif dans le renforcement de la sécurité énergétique à l'échelle mondiale et d'appuyer les actions qui seront menées pour détecter de nouvelles sources d'hydrocarbures, se déclare disposé à rendre le territoire des États membres accessible pour permettre l'acheminement de ces ressources vers les marchés mondiaux et note qu'il est nécessaire de continuer à coopérer pour explorer et mettre en valeur des sources d'énergie nouvelles et renouvelables;

6. *Déclare* qu'il importe de développer le dialogue intercommunautaire et interconfessionnel et de défendre les droits des personnes appartenant à des minorités ethniques à l'intérieur des frontières internationalement reconnues des États pour régler les conflits, maintenir la sécurité internationale, renforcer l'entente mutuelle et créer des conditions propices à un développement harmonieux de l'intégration mondiale et régionale et demande que soient mises au point des initiatives internationales appropriées à cette fin dans le cadre du GUAM;

7. *Confirme* qu'il est nécessaire de poursuivre les actions communes dynamiques engagées en vue de régler les conflits qui perdurent dans la région du GUAM sur la base du respect des principes de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières internationalement reconnues des États et conformément aux dispositions de la Déclaration commune des chefs d'État des pays membres du GUAM relative à la question du règlement des conflits, et qu'il importe par ailleurs de mobiliser l'appui de la communauté internationale pour la solution de ces conflits; se déclare convaincu que la seule voie menant à un règlement juste et durable desdits conflits est celle qui passe par la réintégration des territoires touchés dans les systèmes politique, juridique et socioéconomique de l'État, leur pleine réhabilitation, le retour des personnes déplacées sur leurs lieux de résidence permanente, le rétablissement des moyens de transport et l'instauration de conditions assurant une coexistence et une coopération pacifiques entre les communautés vivant sur ces territoires;

8. *Prend acte avec satisfaction* du fait que le GUAM est devenu une organisation régionale internationale, y compris de la création de son secrétariat, souligne en particulier que le Sommet de Bakou se tient dans l'année du dixième anniversaire de la fondation du GUAM et prie à cet égard la partie qui en assure la présidence d'organiser, en coopération avec le secrétariat, des manifestations internationales de célébration, avec la participation des États membres.

**Annexe II à la lettre datée du 25 juin 2007 adressée
au Secrétaire général par les Représentants permanents
de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de Moldova et de l'Ukraine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Communiqué publié à l'issue du Sommet
de l'Organisation pour la démocratie
et le développement économique, tenu à Bakou**

**Deuxième réunion du Conseil des chefs d'État
Bakou, 19 juin 2007**

Le deuxième Sommet de l'Organisation du GUAM pour la démocratie et le développement économique a été organisé à Bakou, les 18 et 19 juin 2007, sur le thème : « Le GUAM : un trait d'union entre les continents ». Les réunions suivantes ont été tenues à cette occasion : réunions ordinaires du Conseil des chefs d'État et du Conseil des ministres des affaires étrangères, rencontre GUAM-États-Unis d'Amérique, rencontre GUAM-Japon, rencontre GUAM-Pologne, réunion du Comité des coordonnateurs nationaux, réunions conjointes des responsables des ministères et services sectoriels et autres manifestations.

Le Conseil des chefs d'État a tenu une réunion élargie, à laquelle ont pris part les Présidents de la République d'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de l'Ukraine et le Premier Ministre de la République de Moldova. Ont également assisté à cette rencontre en qualité d'invités d'honneur les Présidents de la Lituanie, de la Pologne et de la Roumanie, le Vice-Président de la Bulgarie, le Vice-Président du Parlement estonien, le Ministre letton de l'économie, ainsi que des hauts représentants des États-Unis, du Japon, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire, de l'UNESCO et les chefs des missions diplomatiques accréditées auprès de l'Azerbaïdjan.

Le Conseil a remercié le Président de l'Ukraine, M. Victor Youchtchenko, de la manière dont il a assumé la présidence du GUAM durant la période qui s'est écoulée entre les Sommets de Kiev et de Bakou. La présidence de l'Organisation a ensuite été confiée à la République d'Azerbaïdjan.

Le Conseil a noté que le Sommet de Bakou avait lieu 10 ans après la rencontre des quatre chefs d'État à Strasbourg, le 10 octobre 1997, qui avait défini les contours d'un cadre de coopération et d'intégration dénommé le GUAM.

Le Conseil a souligné que le GUAM n'avait cessé de gagner en autorité et d'affirmer son influence sur la scène internationale, ce qui témoignait de l'appui apporté par la communauté internationale et montrait que l'Organisation progressait résolument sur la voie du développement.

Le Conseil a signé la Déclaration de Bakou du Sommet de l'Organisation du GUAM pour la démocratie et le développement économique intitulée « Le GUAM : un trait d'union entre les continents », dans laquelle il a confirmé la communauté d'intérêts et d'approches des États membres et leur aspiration à créer un espace commun d'intégration et de sécurité dans la région du GUAM.

Le Sommet a été l'occasion d'examiner certaines questions d'actualité touchant au développement de l'Organisation, de faire le bilan de la suite donnée aux décisions adoptées lors du Sommet tenu à Kiev en 2006 et de prendre acte du lancement des activités du secrétariat du GUAM. Le Conseil a approuvé le programme présenté par la présidence azerbaïdjanaise du GUAM, les plans de coopération dans le cadre des organisations internationales et le calendrier des manifestations. Le budget du GUAM pour l'exercice 2007 a été adopté, des projets de budget pour les exercices allant de 2008 à 2010 ont été élaborés et d'autres décisions nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'Organisation ont été prises.

En ce qui concerne la coopération entre les États membres, on a souligné qu'il importait au plus haut point de tirer parti des possibilités de transit et du rôle que le GUAM pouvait jouer pour établir un lien entre l'Europe et l'Asie. On a fait remarquer que le GUAM apportait une importante contribution pour promouvoir le rapprochement entre les continents, trouver des approches et des principes communs en vue de régler les problèmes actuels, développer un dialogue entre les civilisations et les cultures et éliminer les stéréotypes qui entravent la compréhension et la coopération entre les peuples. À cet égard, on a souligné qu'il importait de renforcer les partenariats et la coopération entre les pays riverains de la mer Noire et dans le contexte transcaspien.

L'Accord sur le transport multimodal international de marchandises qui a été signé à l'occasion du Sommet permettra de mettre en place un système efficace et souple d'axes de transport, de développer une infrastructure des transports et des communications, d'attirer des investissements dans ce secteur d'activité et, plus généralement, d'établir une solide passerelle entre l'Europe et l'Asie.

Le Conseil a réaffirmé la constance de l'engagement des États membres du GUAM en faveur de la défense des valeurs démocratiques, de la primauté du droit, de l'édification d'une société civile et du respect des droits de l'homme, de la réalisation du développement durable, de même qu'à l'égard du rôle joué par l'Organisation pour renforcer la sécurité et la stabilité internationales et régionales.

Les questions liées aux risques et aux menaces qui planent sur la sécurité, y compris le terrorisme international, les mouvements séparatistes violents, l'extrémisme et la criminalité transnationale organisée, ont occupé une place privilégiée dans les débats des participants au Sommet. Les chefs d'État ont souligné que ces menaces, notamment les conflits qui perdurent et la présence illégale de troupes et d'armements étrangers sur le territoire des États du GUAM, continuaient de nuire à la mise en œuvre de réformes démocratiques d'envergure et à l'essor économique de la région.

Les participants ont affirmé qu'il était nécessaire de poursuivre les actions communes dynamiques engagées en vue de régler ces conflits, en se fondant sur le respect des principes de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières internationalement reconnues des États et conformément aux dispositions de la Déclaration commune des chefs d'État des pays membres du GUAM relative à la question du règlement des conflits, et qu'il importait par ailleurs de mobiliser la communauté internationale à l'appui de la position définie par les États membres de l'Organisation.

À cet égard, le Conseil a pris note des efforts solidaires déployés par les États membres pour progresser sur le projet de résolution relatif au point 27 de l'ordre du jour de la soixante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulé « Conflits prolongés dans la région du groupe GUAM et leurs incidences sur la paix, la sécurité et le développement » et a remercié les États qui ont soutenu cette initiative du GUAM.

Le Conseil s'est déclaré convaincu que la seule voie menant à un règlement juste et durable desdits conflits était celle qui passe par la réintégration des territoires touchés dans les systèmes politique, juridique et socioéconomique de l'État, leur pleine réhabilitation, le retour des populations déplacées sur leurs lieux de résidence permanente, le rétablissement des moyens de transport et l'instauration de conditions assurant une coexistence et une coopération pacifiques entre les communautés vivant sur ces territoires.

Le Conseil s'est félicité du renforcement de la concertation entre les représentants des États du GUAM et d'autres États et organisations internationales telles que l'ONU, l'OSCE, le Conseil de l'Europe, l'Union européenne, l'OTAN et l'UNESCO.

Le Conseil a pris note de la tenue concomitante, dans le cadre du Sommet, d'une réunion des groupes de travail sectoriels chargés des questions ayant trait à l'espace économique commun, organisée à l'intention des responsables de services, et d'une réunion du Conseil des entreprises du GUAM. Les participants ont discuté des questions se rapportant aux activités de la zone de libre-échange du GUAM et ont envisagé de se concerter davantage dans ce domaine. Le Conseil des ministres des affaires étrangères a été chargé d'étudier la possibilité de créer un marché commun des États membres du GUAM.

Le Conseil a jugé satisfaisant le degré élevé de concertation dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, le trafic de stupéfiants et d'autres phénomènes criminels dangereux. Il a salué la tenue, dans le cadre du Sommet, d'une réunion conjointe des groupes de travail sectoriels chargés de la coopération dans le domaine du maintien de l'ordre et de la sécurité organisée à l'intention des responsables des services concernés.

Le Conseil a défini les perspectives de renforcement de la coopération dans le domaine social, en particulier pour ce qui est de la culture, de l'éducation, des soins de santé, des échanges de jeunes, du tourisme et des sports. Il a salué à cet égard la tenue, dans le cadre du Sommet, d'une réunion conjointe des groupes de travail chargés des questions touchant à la coopération dans le secteur social et pris note de la signature d'un protocole relatif à la coopération dans le domaine de la culture pour la période allant de 2007 à 2010.

S'agissant du renforcement de la coopération dans les domaines économique et social ainsi qu'en ce qui concerne le maintien de l'ordre et la sécurité, le Conseil a adopté une stratégie sectorielle qui a pour objet de promouvoir une collaboration efficace entre les États membres du GUAM dans les secteurs concernés.

Prenant note du rôle que joue le GUAM pour promouvoir la sécurité et la stabilité régionales et internationales, le Conseil a salué la conclusion, dans le cadre du Sommet, du Mémoire sur la coopération et l'assistance mutuelle dans le domaine de la sécurité nucléaire et radiologique.

Le Conseil s'est félicité de la conduite à bonne fin du Projet de facilitation du commerce et des transports et du Projet de création d'un centre virtuel de lutte contre le terrorisme et d'un système de gestion de l'information inter-États et a remercié le Gouvernement des États-Unis de l'aide soutenue et efficace qu'il a apportée à la mise en œuvre de ces projets et d'autres programmes de coopération.

Le Conseil a salué la déclaration commune adoptée à l'occasion du Sommet par les États du GUAM et les États-Unis, dans laquelle les parties ont défini des orientations fondamentales et de nouvelles possibilités de partenariat.

La première réunion tenue entre le GUAM et le Japon dans le cadre du Sommet a débouché sur l'adoption d'une déclaration définissant les bases voulues pour établir des relations mutuellement avantageuses, notamment dans les domaines des transports et des communications, de l'énergie et de la protection de l'environnement.

Le Conseil des chefs d'État du GUAM s'est réuni avec le Président polonais qui a manifesté un intérêt pour le renforcement de la coopération avec le GUAM. Les parties ont défini des perspectives de collaboration, en particulier dans les domaines des transports, de l'énergie, du tourisme, et une attention particulière a été accordée au développement du couloir de transit du GUAM reliant l'Europe et l'Asie.

On a souligné qu'il importait de nouer des contacts mutuellement avantageux avec l'Union européenne, de même qu'avec les organisations, initiatives et mécanismes régionaux.

Le Conseil a pris note du degré élevé de coopération au sein de l'Assemblée parlementaire du GUAM et prié celle-ci de contribuer activement au renforcement institutionnel de l'Organisation.

Le Conseil s'est félicité de l'organisation à Bakou, le 19 juin 2007, d'une conférence scientifique sur le thème « Le GUAM en Europe et dans le monde » et a souligné qu'il importait de tenir périodiquement de telles manifestations avec la participation des représentants des États membres du GUAM et d'experts étrangers en vue de faire connaître les activités de l'Organisation, en particulier en cette année qui marque ses 10 années d'existence.

Les participants au Sommet ont remercié l'Azerbaïdjan pour l'organisation efficace du Sommet de Bakou et lui ont souhaité plein succès dans la présidence du GUAM.

Le Conseil a décidé que la prochaine réunion du GUAM se tiendrait à Tbilissi (Géorgie), en juin 2008.

**Annexe III à la lettre datée du 25 juin 2007 adressée
au Secrétaire général par les Représentants permanents
de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de Moldova
et de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais]

**Communiqué publié à l'issue de la rencontre
entre l'Organisation pour la démocratie
et le développement économique et la Pologne**

**Deuxième réunion du Conseil des chefs d'État
Bakou, 19 juin 2007**

Le 18 juin 2007, dans le cadre du deuxième Sommet de l'Organisation du GUAM pour la démocratie et le développement économique organisé à Bakou (Azerbaïdjan), le Conseil des chefs d'État de l'Organisation a rencontré le Président de la République de Pologne, Lech Alexander Kaczinski.

La Pologne a déclaré souhaiter encourager la coopération avec l'Organisation pour la démocratie et le développement économique, qui était devenue un élément durable de l'architecture politique européenne. L'Organisation s'est félicitée de cette intention.

La Pologne appuie sans réserve les activités de l'Organisation, qu'elle considère comme un instrument efficace de coopération régionale qui contribue à la réalisation de grands projets multilatéraux, et soutient les aspirations européennes de ses États membres. Elle approuve pleinement les principes directeurs énoncés dans ses statuts, à savoir les valeurs démocratiques et l'état de droit, une coopération économique bénéfique aux diverses parties et le règlement pacifique des conflits qui perdurent en République d'Azerbaïdjan, en Géorgie et en République de Moldova. La Pologne affirme son attachement au principe de préservation de l'intégrité territoriale de ces États à l'intérieur de leurs frontières internationalement reconnues dans le cadre du processus de règlement définitif de ces conflits.

Les participants, après avoir étudié les perspectives de coopération entre l'Organisation et la Pologne, ont souligné le rôle particulier des États membres de l'Organisation qui, du fait de leur situation géographique, sont un lieu de passage entre l'Asie et l'Europe, et déclaré qu'ils avaient des intérêts communs dans l'énergie, les transports et le tourisme, entre autres. Les parties ont convenu de coopérer à la formation de leur personnel diplomatique. La Pologne s'est également engagée à appuyer le développement de la coopération entre les États membres de la GUAM et l'Union européenne.

Les deux parties ont convenu que le lancement d'une coopération sectorielle durable contribuerait à la croissance économique, favoriserait les échanges et consoliderait les bonnes relations entre les États membres de l'Organisation et la Pologne.

**Annexe IV à la lettre datée du 25 juin 2007 adressée
au Secrétaire général par les Représentants permanents
de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de Moldova
et de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais]

**Déclaration commune Organisation pour la démocratie
et le développement économique-États-Unis d'Amérique**

**Troisième réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères
Bakou, 18 juin 2007**

Le 18 juin 2007 s'est tenue à Bakou (Azerbaïdjan) une rencontre entre l'Organisation du GUAM pour la démocratie et le développement économique et les États-Unis d'Amérique, dans le cadre du deuxième sommet de l'Organisation.

Les États-Unis ont réaffirmé leur soutien en faveur de l'Organisation et l'intérêt qu'ils manifestent depuis longtemps pour la poursuite de son développement en tant qu'organisation régionale et sa contribution active aux affaires internationales. Ils ont réaffirmé leur souhait d'un règlement pacifique des conflits qui perdurent dans la région ainsi que leur soutien en faveur de l'intégrité territoriale des États membres de l'Organisation, à l'intérieur de leurs frontières reconnues internationalement.

La délégation des États-Unis s'est félicitée des efforts de l'Organisation destinés à encourager le développement d'une zone de libre-échange, à renforcer une véritable coopération interinstitutions et à aider ses États membres dans les domaines de la sûreté nucléaire et de la radioprotection comme du transport multimodal de marchandise. Elle s'est également félicitée des efforts de l'Organisation pour que ses États membres appliquent les normes et pratiques européennes, et l'a exhortée à les poursuivre.

Les États membres de l'Organisation ont réaffirmé leur volonté de renforcer leur coopération en vue de consolider la démocratie, de développer la sécurité et d'approfondir les relations économiques, scientifiques, humanitaires et culturelles dans la région.

Les ministres ont exprimé leur gratitude au Gouvernement des États-Unis pour l'assistance technique et financière apportée à leur Organisation. Pour leur part, les États-Unis se sont déclarés prêts à appuyer financièrement la première phase des travaux du secrétariat nouvellement créé.

Les participants ont examiné la situation du partenariat GUAM-États-Unis et les perspectives en la matière. Ils ont accueilli avec satisfaction les progrès réalisés s'agissant du programme-cadre, à savoir les projets concernant le centre virtuel, le système de gestion et d'information inter-États et la facilitation du commerce et des transports, et ont insisté sur l'importance de leur mise en œuvre. Les membres de l'Organisation ont par ailleurs souligné l'efficacité de l'équipe de conseillers euroatlantique, parrainée par les États-Unis, qui a joué un rôle essentiel dans la mise en œuvre du programme-cadre, et insisté sur l'importance de la poursuite de ses activités. Les parties ont reconnu l'importance du projet concernant le centre virtuel

pour l'application de la loi, et se sont engagées à le revitaliser et à l'utiliser pleinement.

Les parties ont réaffirmé leur volonté de travailler en commun en vue de renforcer la coopération pour la lutte contre le terrorisme international, de développer les liaisons transcaspennes Europe-Asie, de promouvoir la sécurité énergétique grâce à la diversification des sources d'approvisionnement, de développer les infrastructures nécessaires au transport du gaz naturel et du pétrole et d'assurer une croissance économique stable ainsi que l'irréversibilité des réformes démocratiques.

Les États membres de l'Organisation pour la démocratie et le développement et les États-Unis se sont félicités de l'ouverture avec le Japon d'un dialogue qui sera profitable aux deux parties.

Les États-Unis se sont félicités du souhait des États membres de l'Organisation de développer leur coopération avec l'Union européenne dans des domaines d'intérêts communs, et ont souligné l'importance de l'appui fourni par l'Union européenne aux projets de l'Organisation.

Les participants se sont engagés à développer le dialogue politique et la coopération pratique. À cet effet, ils ont convenu d'organiser à l'automne 2007 des discussions d'experts de haut niveau entre les coordonnateurs nationaux des États membres de l'Organisation et des représentants du Département d'État des États-Unis. Ils ont également convenu d'organiser à Washington une conférence, à laquelle participeront de hauts responsables des États membres de l'Organisation et des États-Unis, qui fera le point de la situation ainsi que des priorités et perspectives s'agissant de la poursuite de la coopération entre les deux parties.

Les parties ont convenu de tenir leur prochaine réunion à l'occasion du débat général de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.

**Annexe V à la lettre datée du 25 juin 2007 adressée
au Secrétaire général par les Représentants permanents
de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de Moldova
et de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais]

**Communiqué de presse commun publié à l'issue
de la rencontre entre l'Organisation pour la démocratie
et le développement économique et le Japon**

**Troisième réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères
Bakou, 18 juin 2007**

1. La première réunion entre l'Organisation du GUAM pour la démocratie et le développement économique et le Japon a eu lieu à Bakou (République d'Azerbaïdjan), le 18 juin 2007, les interlocuteurs étant le Conseil des ministres des affaires étrangères du GUAM et le Vice-Ministre des affaires étrangères du Japon, M. Mitoji Yabunaka. Cette réunion s'inscrivait dans le cadre du deuxième Sommet de l'Organisation du GUAM pour la démocratie et le développement économique, qui s'est tenu à Bakou les 18 et 19 juin 2007.
2. Les participants ont salué la première réunion entre le GUAM et le Japon, qui partagent des valeurs fondamentales telles que la démocratie, la liberté, les droits de l'homme, la primauté du droit – y compris le respect des normes et principes du droit international – et l'économie de marché. Ils ont exprimé leur souhait de continuer à renforcer le dialogue entre le GUAM et le Japon et se sont félicités de l'adoption du nouveau document intitulé « Arc de liberté et de prospérité », qui sous-tend la diplomatie japonaise.
3. Au cours de la réunion, les deux parties ont abordé les principales questions qui figurent à l'ordre du jour du GUAM : le dialogue politique avec le Japon, y compris les initiatives visant à affermir la démocratie, à accroître la sécurité et la stabilité, à régler les conflits par des moyens pacifiques sur la base des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, à développer la société civile et à renforcer le soutien mutuel dans le cadre des grandes organisations internationales.
4. Les participants se sont entretenus de la coopération dans le domaine de l'économie. Le GUAM s'est déclaré vivement intéressé par les investissements japonais dans les secteurs prioritaires de coopération, notamment ceux de l'énergie et des transports (plus particulièrement le couloir Europe-Asie traversant les pays membres du GUAM), et de l'écologie. Le GUAM et le Japon ont confirmé qu'ils entendaient œuvrer en faveur de la promotion des entreprises et pour établir un cadre encore plus propice aux investissements.
5. Compte tenu des intérêts mutuels dans les domaines de l'énergie et de l'écologie, et des technologies très évoluées utilisées au Japon pour les économies d'énergie, la partie japonaise a proposé d'organiser un atelier à Tokyo sur ces technologies à l'intention de hauts fonctionnaires et de chercheurs des pays membres du GUAM en 2007. Ces pays ont exprimé leurs remerciements et leur volonté de coopérer avec le Japon à cet égard.

6. Le GUAM et le Japon ont également examiné les perspectives de leur coopération dans divers secteurs de l'action humanitaire.

7. Les participants ont remercié chaleureusement les autorités azerbaïdjanaises pour leur hospitalité et décidé de se concerter au niveau des services opérationnels pour fixer la date et le lieu de la prochaine réunion entre le GUAM et le Japon.
